

L'AQMI FRAPPÉE À BOUMERDÈS

9 terroristes dont un «émir» neutralisés

L'ANP a donné pratiquement le coup de grâce à la katibat El Arkam, la plus active d'Aqmi dans le centre du pays. En déclenchant, mercredi, une rapide attaque contre les résiduels de cette katibat, l'ANP enregistre, ainsi, un autre succès en l'espace de quelques mois sur les groupes djihadistes du centre du pays.

Tout a commencé par une opération de ratissage durant laquelle des hélicoptères ont été utilisés dans le massif montagneux de Djerrah, au sud-est de la commune d'Ammal, sur les hauteurs des gorges de Palestro, dans le centre de la wilaya de Boumerdès.

Au premier jour de cette opération, un terroriste a été abattu et un autre blessé et capturé. Jeudi, le bilan a été revu à la hausse. Celui-ci fait état de sept autres terroristes, qui seraient originaires de Zemmouri, éliminés.

Pour récapituler, cela fait neuf terroristes neutralisés entre mercredi et jeudi, bilan confirmé, par ailleurs, dans un communiqué du ministère de la Défense nationale transmis à l'APS.

Ce communiqué ne mentionne pas l'identité des individus éliminés mais une source proche des services de sécurité nous a révélé que Zemouri Boubekeur, originaire de la ville qui porte le

même nom, et le nouvel «émir» de cette phalange, fait partie des terroristes abattus.

Le document de l'ANP donne en outre la liste des armes saisies. Il s'agit de 5 fusils d'assaut de type Kalachnikov, 3 fusils semi-automatiques, 2 fusils de chasse à répétition, des munitions et 2 panneaux solaires pour production d'électricité.

Aqmi amputée de son élément le plus actif

El Arkam, composée de redoutables seriates qui activent dans l'axe Aït Amrane et Zemmouri en passant par la plaine de Oued Issers, la région de Thénia-Si-Mustapha, dans la partie centrale de la wilaya de Boumerdès (ex-Rocher Noir) a, à son actif, un lourd et sinistre bilan fait de tueries et de destructions. A titre illustratif, les «émirs» qui se sont succédé au commandement de cette phalange ont organisé et fait exécuter, entre 2007



Une opération d'envergure menée par les éléments de l'ANP.

et 2008, une dizaine d'attentats kamikazes notamment celui qui a ciblé, 19 août 2008, l'Ecole supérieure de la Gendarmerie nationale des Issers et qui avait coûté la vie à 48 candidats au concours d'entrée alors que 45 autres ont été blessés.

A cette époque, cette organisation se permettait de perpétrer deux attentats kamikazes en une semaine puisque le 10 du même mois (août 2008), c'était l'unité de la Marine nationale de Zemmouri El Bahri qui avait fait l'objet d'une attaque suicide. 8 marins ont été tués et 19 per-

sonnes ont été blessées. Cette katibate a été également le relais logistique essentiel lorsque la capitale a été la cible du GSPC, puis d'Aqmi. L'opération de mercredi marquera sans doute la fin de cette organisation.

Une stratégie payante

«Grâce à la pression permanente exercée par les forces de l'ordre sur les groupes terroristes et à l'aide des citoyens, les unités de l'Armée nationale populaire engagées dans la lutte antiterroriste ont réussi à localiser, le 29 août 2012, un groupe terroriste composé de 9 criminels au niveau de Djebel Djerrah dans la zone de Béni Amrane (wilaya de Boumerdès) et ont pu, dans un premier temps mettre hors d'état de nuire 1 terroriste et blesser un autre et procéder au bouclage de la zone où s'est réfugié le reste des terroristes pour engager, dans la matinée du jeudi 30 août 2012, et avec toute l'efficacité requise, une opération offensive», lit-on dans le communiqué rendu public par le MDN à la

suite de cette opération. Il y a lieu de rappeler que c'est la troisième opération menée en quelques mois, avec en sus des résultats probants, dans le massif de Djerrah, considéré comme dernier retranchement des terroristes de la région de Boumerdès.

La dernière opération déclenchée dans cette montagne, très difficile d'accès et truffée de grottes autour desquelles les terroristes posaient des mines artisanales rendant la pénétration dangereuse, remonte au début de ce mois. Un «émir» avait été capturé.

En février de cette année, l'ANP a déclenché, dans la même montagne, une offensive qui a impressionné les observateurs du fait de la rapidité de l'attaque sur un terrain accidenté où il est très difficile de déployer des troupes. Résultat : 9 terroristes ont été tués. En tout, plus d'une vingtaine de djihadistes ont été neutralisés en 2012 dans la zone d'Ammal-Aït Amrane. C'est plus de 80% de l'effectif d'El Arkam.

Il est clair que la stratégie des services chargés de la lutte antiterroriste consistait à harceler les groupuscules qui sévissaient dans les localités du centre de la wilaya de Boumerdès, les obligeant à se réfugier dans cette montagne et se croyant en sécurité dans le terrain qui leur est favorable. Or, ils sont tombés dans le piège de l'ANP qui a choisi le terrain pour mener l'assaut.

A la fin de l'opération de mercredi, parler de terrorisme résiduel dans l'une des wilayas les plus touchées ne constitue plus un risque politique.

Abachi L.

BORDJ-MÉNAÏEL

Un terroriste éliminé

Jeudi matin, les forces de l'ordre en opération dans la périphérie du village d'Aïn El Hamra, localité située au nord de la ville de Bordj-Ménaïel (wilaya de Boumerdès), ont abattu un islamiste armé identifié comme étant un certain Tadjer, âgé de 19 ans.

Les éléments qui ont mené cette action ont récupéré, selon nos sources, un fusil automatique de type Kalachnikov. S'agissant de l'importance de cette prise, nos sources ne pouvaient nous assurer s'il s'agit du Tadjer «émir» de la seriate de Leghata, connu pour avoir commis plusieurs attentats criminels ou d'un simple membre de cette fratrie.

A. L.

Les gardes communaux prévoient un sit-in national à Alger

Les gardes communaux se font, désormais, menaçants, eux qui n'admettent aucunement qu'on touche à la symbolique d'un corps, le leur, dont, apparemment, on veut se débarrasser à tout prix et au plus vite. Manière à eux de signifier que leur combat est loin de n'être motivé que par des considérations exclusivement matérielles, par ailleurs, amplement légitimes et donc justifiées.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le conseil national consultatif de la corporation qui s'est réuni ce jeudi à Blida, a été on ne peut plus clair quant à la détermination des gardes communaux à ne pas se faire «rouler» comme certains cercles le souhaitent et font tout pour ce faire.

En effet, les coordinateurs locaux au niveau de 41 wilayas ont eu à débattre de trois points.

D'abord la finalisation du rapport des coordinations locales quant à l'appréciation de la base des dernières «concessions» de la tutelle avec la collecte, jusqu'à avant-hier, de 39 720 signatures de gardes communaux.

Selon Lahlou Aliouet, chargé à la communication au sein de la coordination nationale, il est attendu la collecte d'avantage de paraphes d'ici demain dimanche, jour retenu pour la remise du document au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui, pour rappel, l'a sollicité il y a une dizaine de jours.

Ce rapport qui fait ressortir, selon notre interlocuteur, une nette «désapprobation» des gardes communaux à l'égard des réponses de la tutelle à leurs revendications, «est à valeur de preuves, de par son accompagnement par les signatures de ces derniers, de la représentativité de notre coordination nationale», dira-t-il.

Il y a eu, ensuite, l'adoption d'une réplique face à la toute récente campagne de dénigrement qui vise le corps à travers la «résurrection» d'accusations éculées et le «lancement» de nouveaux griefs à l'encontre des agents du corps.

Aux accusations d'acointances et d'intelligence d'avec les maquis terroristes ressassées des années après contre des éléments, sont venues s'ajouter d'autres portant sur l'implication de certains éléments du corps dans les incendies et autres feux de forêt qui rava-

gent un peu partout le pays. Des attaques savamment orchestrées et au timing loin d'être fortuit auxquelles les gardes communaux ne comptent pas rester de marbre. A défaut d'excuses ou tout au moins d'explications de la part du ministère de l'Intérieur, ils envisagent de tenir un sit-in national à Alger pour crier leur colère et leur indignation contre cette campagne visant à mettre au pas et à jeter à la vindicte populaire un corps qui «aurait dû mériter un autre sort que celui qu'on veut lui faire subir», regrettera Aliouet.

D'autres sit-in locaux sont aussi prévus le 24 octobre prochain, le jour où une quarantaine de gardes communaux se présenteront par-devant le tribunal de Bir Mourad-Raïs, dans la capitale, pour répondre de chefs d'inculpation qui leur ont été collés dans le sillage de la marche musclée de la corporation, le 9 juillet dernier.

Ultime point discuté, le projet de mise sur pied d'une fondation dédiée à la garde communale. Un projet qui l'on verrait d'un très mauvais œil dans bien de cercles qui y verraient ce «grain» qui contrarierait considérablement l'infamale machine de la réconciliation nationale dont la philoso-

phie se base sur tout le contraire, de ce que requiert la mémoire Des cercles qui ne seraient pas loin de cette campagne de dénigrement du corps «diligentée» tout dernièrement.

Un «enjeu» de mémoire, d'essence éminemment politique dont les gardes communaux semblent être conscients au point de tenir à concrétiser ce projet de fondation dont les aspects pratiques ont été justement discutés à l'effet de lui conférer corps, forme et existence réelle.

Ainsi, n'a-t-il pas été décidé la mise sur pied, pour ce faire, de trois commissions, l'une pour s'occuper de l'aspect statutaire, l'autre pour établir le règlement intérieur et la dernière aura en charge l'aspect matériel qu'exige pareille institution qui aura pour mission principale de servir de rempart sûr contre la l'oubli.

Une culture que ces «cercles» imposent pour mettre à vau-l'eau les longues années de lutte et mettre aux oubliettes l'héroïsme et la bravoure de ces milliers de gardes communaux et de bien d'autres éléments des services de sécurité et patriotes de tous bords qui ont épargné au pays le péril islamiste.

M. K.